

Un monologue de Nicolas Sarkozy, avec Pujadas et Ferrari dans leur rôle de figurants

Sous la Ve République, les interviews et les conférences de presse du président de la République sont des genres particuliers de journalisme et, surtout, de communication politique : des rituels de monarchie républicaine. Les « hôtes de l'Élysée », comme on dit, invitent les journalistes de leur choix à ponctuer les monologues présidentiels de questions sans surprise, de relances sans relief et d'objections sans suite.

Présidentialisme des institutions et journalisme de révérence conjuguent leurs effets, sans qu'il soit toujours aisé de démêler ce qui relève du droit de sa majesté à discourir sans répliques et ce qui doit être attribué à la courtoisie complaisante des faire-valoir.

Dernier en date de ces exercices : l'interview que Nicolas Sarkozy, le mercredi 23 septembre 2009, a « accordé », sans doute à sa demande, à David Pujadas et Laurence Ferrari, et que TF1 et France 2 ont diffusée en différé à 20 heures.

Une fois de plus dans l'histoire de la Ve République, l'interview a donné des apparences de dialogue à un monologue. Une fois de plus, le président de la République a pu, quand il le voulait, contourner les questions qui lui étaient posées ou les timides objections qui lui étaient soumises. Une fois de plus, il a pu proférer des énormités sans être contredit.

Si la possibilité de faire une « interview » digne de ce nom d'un Président de la Ve République est à peu près nulle, le seul reproche conséquent qu'on pourrait adresser aux heureux journalistes « élus » serait... d'accepter d'y participer – de ne pas faire la grève du zèle, en quelque sorte. Mais cela ne saurait nous empêcher de mesurer l'étendue des dégâts, avant de revenir dans un prochain article sur les commentaires autorisés que, la polémique sur les « coupables » de Clearstream aidant, les journalistes – « élus » ou non – ont émis sur ce triste spectacle.

Car les journalistes-commentateurs n'ont, en général, retenu que le « lapsus » présidentiel désignant les prévenus du procès Clearstream comme des « coupables » avant même qu'ils aient été jugés, et l'absence de réaction des ses interlocuteurs. Pourtant, comme on va le voir, d'autres « perles » auraient mérité qu'on les relève [1], et les deux intervieweurs ne l'ont jamais fait. Prisonniers de leur scénario, ignorants des dossiers ou tétanisés par la verve présidentielle ?

Où l'on peut voir que rien n'a pu enrayer le monologue de Nicolas Sarkozy, mis en scène par Nicolas Sarkozy, qui a pris soin, toutefois, de s'assurer du concours de deux grands journalistes, pour enchaîner les « thèmes » comme d'autres enchaînent les sketches, et nous offrir un bêtisier présidentiel resté sans répliques

► Scène 1 : La crise racontée aux enfants

Pour commencer, Nicolas Sarkozy nous raconte l'histoire de la crise. Et ça commence très fort :

- Nicolas Sarkozy : « *Y a eu la crise parce que le capitalisme est devenu fou [...] Une bulle s'est créée, et elle a explosé. [...] A ce moment-là, la confiance s'est effondrée, et j'avais pris l'engagement devant les Français que pas un centime de leur épargne ne serait sacrifié. Pas un centime ne l'a été. Et il faut reconstruire.* »

Cet « engagement » tenu de Nicolas Sarkozy a dû surprendre plus d'un téléspectateur. Mais pas Laurence Ferrari, qui ne relève pas et relance hardiment : « *Mais aujourd'hui, tout recommence comme avant...* » Ce qui nous vaut une nouvelle déclaration spectaculaire :

- Nicolas Sarkozy : « *Pardon de le dire, enfin si vous me permettez, c'est pas tout à fait exact. [...] Il n'y a plus de paradis fiscaux et, à Pittsburg, l'un des enjeux, c'est que dès le premier trimestre de l'année prochaine des sanctions soient appliquées sur des places, sur des pays, qui ne respecteraient pas les règles en la matière.* »

« Il n'y a plus de paradis fiscaux », puisque des sanctions à leur encontre sont... envisagées ! Ce seront donc des paradis moins paradisiaques. David Pujadas ne relève pas, puisqu'il tient en réserve une question d'une impertinence presque violente, dont Nicolas Sarkozy, concentré sur son monologue, ne tient pas compte :

- David Pujadas : « *Alors on entend votre détermination, est-ce que vous irez jusqu'à quitter ce sommet en cas d'absence de résultats tangibles ?* »

- Nicolas Sarkozy : « *[...] J'avais dû dire ça à Londres, ça m'avait valu quantité de moqueries, mais on y était arrivé. Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé ...* »

S'il peut marteler une première contre-vérité et en ajouter une deuxième sans être repris, c'est qu'il a lui-même changé de sujet :

- Nicolas Sarkozy : « *... mais y a d'autres choses, ça ne résout pas tout. Y a eu aussi cette pratique absolument effrayante de ce qu'on appelle les bonus sur les traders.* »

David Pujadas accompagne le virage présidentiel, en tentant de glisser une nouvelle question :

- David Pujadas : « *Mais alors, tout le monde est d'accord pour dire que c'est un symptôme de la crise mais que ce n'est pas la cause de la crise, même si c'est moralement choquant, alors pourquoi ce choix d'insister sur les bonus ?* »

Et Nicolas Sarkozy poursuit sur sa lancée. « *Ce n'est pas la cause de la crise ?* », relancera un peu plus tard Pujadas. Mais c'est Nicolas Sarkozy qui conduit l'entretien. Ses interlocuteurs (et avec eux les téléspectateurs) l'écouteront pendant 4 minutes raconter l'histoire des bonus défaits par la « *position de la France* », à peine interrompu par une relance de Laurence Ferrari (« *Si vous n'arrivez pas à un accord sur les bonus, est-ce que vous considérerez que c'est un échec ?* »). C'est à peine s'il concédera à David Pujadas qu'il a entendu sa question dans une formule involontairement savoureuse : « *Alors David Pujadas a raison, on peut pas tout focaliser sur les bonus, mais c'est quand même la partie visible de l'iceberg, y a d'autres choses, les règles comptables, je veux pas rentrer dans les détails...* » Des « *détails* » constituant la majeure partie de « *l'iceberg* », et qui resteront donc immergés.

► Scène 2 : Nicolas Sarkozy taxe le carbone

- Nicolas Sarkozy : « *Quelle est la situation ? (...) Le monde va à sa perte si on continue à émettre du carbone, qui crée un trou dans la couche d'ozone et qui brise les équilibres de la planète. Ça c'est un constat.* »

Un « constat » qui a fait rire beaucoup de monde [2] ceux qui ne confondent pas le carbone et les gaz CFC (responsables du trou dans la couche d'ozone), mais pas les deux interlocuteurs, qui restent de marbre. Et qui le resteront face aux deux sorties suivantes. Sarkozy évoque la taxe carbone, et explique qu'il s'agit de taxer les entreprises qui polluent. « *Et les particuliers ?!* » s'exclament en chœur les deux journalistes vedettes, qui ont travaillé leurs dossiers. « *Et les particuliers aussi, pour faire changer les comportements* », poursuit en substance Sarkozy : c'est, ajoute-t-il, le même principe que le bonus-malus sur les voitures.

[1] Et l'ont d'ailleurs été, *a posteriori*, pour certaines d'entre elles.

[2] Comme Rue 89 ou « *En quête de science* », blog scientifique du monde.fr, qui ont relevé la bévue. Rue 89 signale par ailleurs que c'est la deuxième fois que Sarkozy commet cette erreur, et « *En quête de science* » estime qu'« *il est vraiment fâcheux qu'un Président puisse faire une erreur aussi grossière et que personne sur le plateau ne le lui fasse remarquer* ».

- Laurence Ferrari : « On aurait pu le faire sur les produits de grande consommation. »

- Nicolas Sarkozy : « **C'est exactement ce qu'on a fait. J'ai pris un engagement devant les Français, et je le dis à nos compatriotes : tout l'argent, au centime d'euro près, prélevé par la taxe carbone vous sera rendu.** »

Annnonce stupéfiante [3], qui n'est pas sans poser problème. Pourquoi « changer de comportement », par exemple, si « tout l'argent nous sera rendu » ? Des questions qui n'ont pas l'air d'effleurer les deux intervieweurs, qui écoutent religieusement le Président expliquer comment cette nouvelle taxe nous sera versée [4].

Dernier exploit, également signalé dans un communiqué du SNJ-CGT qui fustige l'apathie des « porteurs de micros » et l'ensemble de la « mascarade » : « il a osé dire que la France était le premier pays européen à adopter une "taxe carbone", alors que d'autres pays ont institué une telle taxe depuis plusieurs années. » Naturellement, aucune réaction des « porteurs de micros », et on passe à la suite, servie sur un plateau par David Pujadas.

► Scène 3 : Sarkozy guérit l'économie

Troisième volet : la situation économique intérieure française. Le ton est donné d'emblée par Pujadas, et il est à la hauteur :

- David Pujadas : « Alors ça nous amène à l'économie française. Quel est votre diagnostic aujourd'hui sur l'économie française ? Est-ce qu'on peut dire, est-ce que vous dites que le plus dur est derrière nous ou pas ? »

Mais Pujadas a commis une erreur de conducteur et le Président n'a que faire de sa question, puisqu'il n'a pas fini son discours sur l'environnement. Il revient alors, de son propre chef, sur le sommet de Copenhague, parce que « j'ai deux choses à dire » : la taxe carbone européenne, et son souhait de créer l'Agence mondiale de l'environnement. Quelques minutes plus tard, Laurence Ferrari peut reprendre le cours de l'entretien, soutenue par Pujadas :

- Laurence Ferrari : « Les Français sont très inquiets de la fin de la crise, est-ce qu'elle approche ou pas ? Est-ce que vous la voyez arriver ? »

- David Pujadas : « Est-ce que le plus dur est derrière nous ? »

Les prédictions de Nicolas Sarkozy n'auraient pas beaucoup d'intérêt si elles ne lui donnaient l'occasion d'une nouvelle sortie de route, superbement ignorée des deux présentateurs :

- Nicolas Sarkozy : « Naturellement, pour les gens, quand on dit ça va mieux et qu'ils se retrouvent au chômage, faut comprendre ! On a envie de casser son poste de télévision. [sourire] Parce qu'ils pensent qu'il y a un tel décalage entre ce qu'on dit, vous et moi, et la réalité... Donc on sera sorti de la crise quand le chômage recommencera à baisser. Ce que je peux dire, c'est que ça fait deux trimestres que la France a une croissance positive. »

Encore perdu. Le « décalage entre ce qu'on dit, vous et moi, et la réalité » s'accuse aussitôt : selon le site de TF1, par exemple, un communiqué de l'AOF publié le 25 septembre indique que « le PIB français a progressé de 0,3 % après quatre trimestres consécutifs de baisse, a annoncé l'Insee ».

► Bouquet final

Nullement freiné, Sarkozy enchaîne alors les tonneaux (« Le plan de relance français a été **unaniment vu comme l'un des meilleurs au monde. L'un des plus efficaces.** »), jusqu'au dérapage final, que chacun connaît désormais, surtout parce que l'avocat de Dominique de Villepin en a presque « en direct », informé la cour : « Deux juges indépendants ont estimé que **les coupables devaient être jugés** devant le tribunal correctionnel... ». Entre-temps, des échanges dont les curieux pourront se faire une idée de la pugnalité en suivant la note [5].

David Pujadas tente alors une relance, non dénuée de pertinence. Renvoyé dans ses cordes par une réponse hors de propos, il insiste timidement, et cède aussitôt devant l'énergique répétition de la « réponse » qui élude la question.

Retenons cette séquence révélatrice :

- David Pujadas : « Est-ce qu'au-delà du fond du dossier, est-ce que ce n'est pas compliqué d'être partie civile dans un procès, alors qu'on sait que le président de la République, chef de l'exécutif, a la tutelle sur les procureurs ? »

- Nicolas Sarkozy : « Enfin le président de la République n'a pas la tutelle sur les juges qui jugent, hein, jamais ! »

- David Pujadas : « Sur le parquet... »

- Nicolas Sarkozy (agitant la main) : « **Jamais ! Jamais !** J'ajoute que quand j'ai déposé plainte et qu'on a voulu me mettre dans le scandale, j'étais pas président de la République. (...) J'ai certainement beaucoup de défauts, mais **je ne suis pas un homme qui ment, je ne suis pas un homme qui renonce, et je ne suis pas un homme qui plaisante avec les principes d'honneur, et de probité.** »

Après cette mâle déclaration, Nicolas Sarkozy en fait immédiatement l'application, sur une question de David Pujadas :

- David Pujadas : « Deux ou trois sujets d'actualité pour terminer. [Les tests ADN :] qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ? »

- Nicolas Sarkozy : « **Je n'ai jamais cru à l'immigration zéro** »

Mais ce mensonge réitéré, qui contraste singulièrement avec l'autoportrait qui précède, ne suscite chez Pujadas que cette question – fondamentale :

- David Pujadas : « Certains se demandent si c'est votre épouse qui vous a fait changer d'avis... »

Par charité, on rejettera en note la façon dont le président a été odieusement interpellé sur l'humour de son ministre de l'intérieur, la gestion de la crise du lait, ou son état de santé.

Épilogue

Une dernière question s'imposait cependant, en ce 23 septembre 2009. Et c'est David Pujadas qui la pose : « L'entretien touche à sa fin. Une toute dernière question M. le Président. Est-ce qu'il vous arrive le matin à New York ou à Paris en vous rasant de penser à 2012 et à une nouvelle candidature ? » Sarkozy répond non, et Laurence Ferrari insiste, dans une relance où l'on sent pointer l'inquiétude : « Mais vous laisseriez tout cela en plan, pendant que les chantiers sont en cours ? »

Et le président est contraint d'insister à son tour : Non, il n'y pense pas, vraiment. Et « j'ai toujours été sincère dans ma vie politique », ajoute-t-il pour conclure, symbolique cerise sur le gâteau. On a beau en connaître à l'avance la recette, il est toujours aussi difficile à avaler.

Olivier Poche, 1er octobre 2009

[3] Outre le bonus-malus « sur les produits de grande consommation », dont on apprend au passage l'existence.

[4] « Comment ? Pour ceux qui paient l'impôt sur le revenu, vous aurez une réduction d'impôt dès le premier tiers, c'est-à-dire au mois de février 2010. et pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, vous aurez un chèque vert qui est exactement la compensation de ce qu'on a prélevé. »

[5]

- D. P. : « Mais est-ce qu'un jour on pourra payer toute cette dette qui s'accumule ? »

- L. F. : « 130 milliards d'euros, 22 000 € par Français. »

- N. S. : [en substance : Le déficit dure depuis trente-cinq ans]

- D. P. : « Mais vous étiez le candidat de la rupture... »

[...]

- N. S. : « Les mêmes qui me reprochent aujourd'hui le déficit... »

- D. P. : « Vous reproche le paquet fiscal ! »

- N. S. : « Me reprochent, me reprochent d'avoir supprimé des postes de fonctionnaires » [...]

- D. P. : « Et on a appris ce matin que les accidentés du travail, leurs indemnités seraient fiscalisées. La gauche crie à l'injustice. »

- N. S. : « ... lorsque vous êtes arrêté, vous avez une indemnité qui compense le salaire que vous n'avez plus. Pourquoi cette indemnité serait exonérée d'impôt ? Si c'est un revenu de remplacement de votre travail ? »

- L. F. : « Et vous allez aussi augmenter le forfait hospitalier ? »